



Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse

Séverine Awenengo-Dalberto

► To cite this version:

Séverine Awenengo-Dalberto. Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse. Les carnets du CAP, 2011, 15, pp.37-65. halshs-00705411

HAL Id: halshs-00705411

<https://shs.hal.science/halshs-00705411>

Submitted on 18 Dec 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sénégal : les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse

Séverine Awenengo Dalberto

Chargée de recherche CNRS, Cemaf-U. Paris 1-Sorbonne/EPHE/Université de Provence

octobre 2011

A quelques mois de l'élection présidentielle, prévue pour le 26 février 2012, des mobilisations sociales et politiques multiformes se multiplient à Dakar et dans les centres urbains. Elles traduisent l'exaspération de la population face à des problèmes immédiats – cherté de la vie, coupure d'électricité, chômage – et une critique forte du pouvoir et du régime de Wade, sur lequel les jeunes avaient fondé leurs espoirs en 2000. Les 23, 26 et 27 juin 2011, ces mobilisations ont pris une ampleur inédite : de grandes – et violentes – manifestations contre un projet de réforme constitutionnel ont été suivies, à Dakar, d'émeutes généralisées dites « de l'électricité ». Les jeunes urbains sont les acteurs principaux de ces expressions protestataires, investissant d'une manière nouvelle l'espace public et la scène médiatique. Cet investissement semble

rompre avec les formes d'expression politique de la jeunesse à l'œuvre dans les années 2000. Hors des canaux étudiants de la mobilisation, en effet, les jeunes esquivaient la contestation directe du pouvoir, même si celle-ci pouvait se lire dans des pratiques d'escapisme¹, notamment.

Les « jeunes » sont une catégorie mal définie, renvoyant à des réalités sociales et sous-générationnelles variées. Si les moins de vingt ans représentent 50,9% de la population sénégalaise – la tendance est à la baisse – sont aussi considérées comme jeunes les tranches d'âges supérieures, les 20-35 ans, voire 20-39 ans (environ 30% de la population). Il est donc plutôt question de statut que de génération et, au Sénégal, ils partagent surtout le fait d'être considérés comme des « cadets sociaux ».

Cet article, basée sur des enquêtes réalisées en février-mars et septembre 2011, cherche à comprendre l'émergence récente de ces « cadets sociaux » sur la scène publique. Elle veut examiner de quelle manière les formes actuelles de la prise de l'espace public par les jeunes sont révélatrices d'un changement important : elles s'apparentent à une volonté de pouvoir et d'inversion des hiérarchies générationnelles. Cette volonté s'exprime de manière éphémère au niveau micro-local dans le cadre des émeutes de l'électricité, et de façon plus évidente, assumée et structurée depuis la création du mouvement « Y'en a marre » (YEM) en janvier 2011. Ce collectif, créé par un journaliste et plusieurs rappeurs, porte un projet de conscientisation citoyenne et de remoralisation de l'espace politique, qui passe par une forte contestation, sur un registre légaliste, du régime de Wade. YEM a connu un essor spectaculaire et a fait montre à plusieurs reprises d'une importante capacité de mobilisation, notamment dans ses appels à l'inscription sur les listes électorales et aux manifestations de 23 juin. L'arrivée de YEM dans le contexte pré-électoral bouscule le jeu politique et social sénégalais : il correspond à un objet politique non clairement identifié, ni groupe de rap, ni parti politique, ni organisation classique de la société civile ; il rompt avec les codes et le langage habituels ; surtout il est porté par des jeunes.

Cette note se consacre largement à l'étude de ce mouvement YEM, en ce qu'il incarne et porte le renouvellement des formes de mobilisation de la jeunesse urbaine. C'est en effet en ville que s'observe principalement, mais pas exclusivement, l'engagement des jeunes dans la contestation du pouvoir et que devrait se jouer une partie des mobilisations des mois à venir, notamment sur la question de la recevabilité de la candidature de Wade au scrutin présidentiel. Il s'agira ainsi d'esquisser quelques hypothèses sur les mobilisations des jeunes sur l'agenda électoral et social, et d'interroger, dans une perspective plus longue, les mutations observables dans les modes d'inscription de la jeunesse au sein de la société sénégalaise.

LOGIQUES DE POLITISATION ET MODES DE CONTESTATION SOUS LE RÉGIME DE L'ALTERNANCE

A la fin des années 1990, la volonté de changement des jeunes a trouvé un écho retentissant dans le Sopi (changement, en wolof) porté par Abdoulaye Wade, qui s'est présenté comme le candidat des jeunes. Ceux-ci se sont mobilisés massivement, sans néanmoins qu'on puisse constater une réelle coordination de leurs initiatives. L'implication des rappeurs dans l'incitation au vote, les caravanes des étudiants destinées à encourager le monde rural à choisir le Sopi, les pratiques de surveillance du scrutin ont eu un rôle certainement déterminant. Plus généralement, on assiste à une prise de distance avec les consignes de vote des aînés sociaux et des marabouts (pratique dite du ndigël). Les mobilisations des jeunes pour l'élection de Wade traduisent en partie leur inscription dans des processus d'individuation et de « subjectivation politique ». Ces nouvelles productions de soi comme sujet moral et politique vont finalement jouer contre le régime de l'alternance : à partir du deuxième mandat de Wade en 2007, on constate en effet un investissement progressif de la jeunesse dans des contestations multiformes.

La réélection de Wade et la désaffection progressive des jeunes urbains

C'est à l'université que, dès 2001, se concentrent les premières mobilisations contre Wade, accusé de n'avoir pas respecté ses promesses électorales. Les grèves et manifestations des étudiants aboutissent, mais la mort par balle de l'un des leurs, Balla Gaye, trouble pour plusieurs années le mouvement étudiant. Si Wade ne fait pas encore personnellement l'objet des critiques, celles-ci se reportent sur certains de ses collaborateurs, notamment lors de la gestion du naufrage du Joola, en 2002. Mais la contestation s'exprime également de manière plus détournée sous la forme des « exit options » réelles ou imaginaires, géographiques ou discursives (l'émigration clandestine, la réussite personnelle, l'accumulation individuelle, la virulence textuelle des rappeurs), par des pratiques de désengagement du champ politique formel.

En février 2007, Wade est néanmoins réélu dès le premier tour avec 55,9% des voix. En dépit des réserves émises sur le déroulement du scrutin et sur la fiabilité du fichier électoral, on doit constater une participation massive et plus élevée qu'en 2000 (70,6% contre 61,12% pour le deuxième tour de l'élection de 2000). Nombre de jeunes ont de nouveau voté pour « Pa bi » (le « père »). Certains restaient convaincus qu'il devait disposer de plus de temps pour « travailler » et « construire » : les grands travaux de Wade, principalement dans les infrastructures routières à Dakar réalisées dans le cadre de l'ANOCI, ont donné une image de modernité concrète et très attractive. C'est avec le slogan « Ensemble, continuons à bâtir le Sénégal avec Abdoulaye Wade » que le Parti démocratique sénégalais (PDS) a ainsi battu campagne. D'autres jeunes, et parfois les mêmes, ont été pris dans le jeu de la captation des ressources financières mobilisées par le PDS lors de la campagne électorale.

Cependant le contrat matériel et moral noué entre Wade et les jeunes en 2000 se brise dès le début du second mandat : l'opulence ostentatoire des gouvernants contraste de façon insupportable avec leur incapacité à assurer des conditions

décentes de vie, de formation et de travail aux jeunes (et à l'ensemble des Sénégalais). On remarquera que les scandales de corruption et de mauvaise gestion des affaires publiques ne vont cependant constituer un point de cristallisation des mécontentements qu'à partir du moment où elles paraissent avoir un impact direct sur la vie quotidienne des Sénégalais, notamment à travers la pénurie d'électricité.

Les années 2009-2011 marquent l'apogée de la désaffection de la jeunesse pour le président Wade. Les élections locales de 2009 en sont un indice fort : le PDS perd les jeunes principalement dans les centres urbains et les grandes villes de la banlieue dakaroise, où la population se caractérise par sa densité et sa jeunesse². La démesure du pouvoir et des élites (classe politique et nouvelle bourgeoisie financière), le décalage et l'aveuglement du président par rapport aux préoccupations des Sénégalais ont semblé atteindre leur paroxysme. D'une part avec « l'obscénité » financière, incarnée par la construction du Monument de la Renaissance africaine, statue démesurée inaugurée en 2010 – projet qui a en outre focalisé un certain nombre de controverses religieuses. D'autre part, avec la cooptation politique du fils du président, Karim Wade. Il est nommé à des postes ministériels de premier plan alors même qu'il venait de subir un échec retentissant aux élections locales de 2009 à Dakar. Des craintes d'une dévolution monarchique du pouvoir commencent alors à émerger.

Pour ces différentes raisons, la jeunesse qui avait participé à l'avènement de l'alternance en mars 2000 s'est sentie trahie et laissée pour compte, son sort économique et social n'ayant guère eu l'air d'évoluer depuis. L'une des premières réussites, en terme de mobilisation, de YEM aura été précisément d'organiser un grand rassemblement le 19 mars 2011 place de l'obélisque à Dakar. Défiant les manifestations officielles célébrant l'accession d'Abdoulaye Wade au pouvoir, l'initiative de YEM a voulu marquer la réappropriation de l'alternance par les jeunes, une alternance qu'ils considèrent avoir été volée et dévoyée par le pouvoir.

Deux décennies de « politisation par le bas »

L'adhésion et la mobilisation que YEM suscite, et plus généralement la multiplication des expressions des jeunes dans l'espace public, n'ont été rendues possibles que parce que la jeunesse sénégalaise s'est inscrite dans des processus d'individuation sociale et de politisation « par le bas » depuis la fin des années 1980, dans un contexte marqué par une disqualification progressive des systèmes d'encadrement prévalant depuis l'indépendance : de l'Etat, qui a perdu une part de sa capacité hégémonique, jusqu'à la cellule familiale. Celle-ci a en effet été durablement recomposée : le chômage, l'émigration, l'informalisation des ressources des ménages, l'impuissance économique des pères ont redessiné les rapports sociaux de genre et générationnels notamment.

En premier lieu, s'est opéré un recentrage sur le quartier comme lieu de sociabilité, de revalorisation de l'image sociale individuelle, et de négociation/contestation des pouvoirs publics. Cela s'illustre par la montée en puissance des associations sportives et culturelles (ASC - actuellement 3500 sur l'ensemble du Sénégal), dont certaines ont pris en charge des activités sociales (assainissement, collecte des ordures, cours de vacances), et ont également favorisé l'expression des jeunes, notamment par le biais des radios communautaires créées à la suite de la libéralisation des radios privées en 1994. On le mesure aussi par le développement spectaculaire, à la fin des années 1990, des groupes de hip hop de quartier, et de leur implication dans des initiatives locales de développement social. Pour la jeunesse socialement marginalisée, le quartier fonctionne comme un nouvel espace d'identification mais aussi d'autonomisation.

En second lieu, on constate la perte du prestige de la figure de l'intellectuel et du diplômé, qui avait joué un rôle essentiel dans la construction et la reproduction de l'Etat seneghorien. Certes, les indicateurs révèlent une forte progression du taux brut de scolarisation, notamment de niveau élémentaire (de 65% en 1999 à 92,5% en 2009 – dont seuls 59,6% ont achevé leur cycle). La saturation des universités publiques (près de 100 000 étudiants

en 2009) et le boom des formations supérieures privées, témoignent bien du fait que l'obtention d'un diplôme est resté un objectif essentiel pour une partie de plus en plus importante de la jeunesse. Du reste, l'université demeure un lieu incontournable de la contestation du pouvoir, mais aussi du marchandage politique, sous Diouf puis sous Wade (corruption et cooptation des leaders du mouvement étudiant). Néanmoins, le chômage croissant des diplômés a déprécié le capital scolaire tandis que sont apparus de nouveaux itinéraires d'accumulation économique et de nouvelles trajectoires de la réussite³. Ces trajectoires doivent se lire autant comme des stratégies d'adaptation à la crise économique que comme les effets des changements démographiques, sociaux et culturels d'une société sénégalaise plus jeune, plus urbanisée, plus globalisée. La valorisation sociale porte sur le *self made man* qui construit sa réussite individuelle sur sa volonté, son habileté et son courage et s'incarne dans de nouvelles figures du succès (l'émigré, le champion de lutte sénégalaise) pour une génération urbaine juvénile qui émerge à la veille de l'alternance. Le slogan *Bul Faale* (« t'occupe pas ! » en wolof) a été à la fois une mise en garde à l'égard de ses aînés, rendus responsables de ses frustrations, et une exhortation à s'affranchir des contraintes et des hiérarchies sociales, scolaires et générationnelles.

Enfin, on remarque l'investissement par une partie de la jeunesse urbaine des confréries religieuses de l'islam soufi comme nouveaux modèles de référence et espaces de réalisation de soi. Il correspond en partie à l'essor de la confrérie mouride sur la scène urbaine et à sa capacité à redevenir le lieu d'insertion sociale et de modernisation paradoxale qu'elle avait été dans le bassin arachidier pendant la période coloniale. C'est le cas notamment pour deux marabouts urbains, Cheikh Béthio Thioune et Cheikh Modou Kara, dont les mouvements mobilisent fortement et visiblement une partie des jeunes dakarois, issus pour beaucoup de la jeunesse marginalisée.

L'islam est un élément essentiel de la stabilité politique et sociale du Sénégal. Celle-ci a reposé sur ce qu'on a nommé le « contrat social sénégalais », organisant depuis la période coloniale des

relations de type clientéliste entre l'Etat et les grandes confréries musulmanes. L'effritement notable du ndigël lors de l'élection de 2000 n'a pas signifié la fin de ce modèle. Il a plutôt correspondu à un changement de la relation liant les fidèles à leurs marabouts, qu'ils souhaitent voir investir plus directement la sphère politique. Simultanément, les taalibés (fidèles) devenus citoyens exercent de manière plus autonomisée leur arbitrage politique.

Ces mutations correspondent aussi à la conquête de visibilité croissante des jeunes issus des quartiers défavorisés dans l'espace public. Ils s'y imposent progressivement sur les autres mouvements de jeunes (étudiants, sections de jeunes des partis politiques, syndicats), démographiquement moins importants mais socialement plus reconnus que ceux issus des quartiers les plus populaires, qui ont subi, sous Senghor et Diouf, une double stigmatisation, à la fois générationnelle et sociale. Mais les jeunes des classes moyennes sont également partie prenante de ces transformations. La crise économique et l'effondrement de la fonction publique freinent les possibilités d'ascension légitime par le salariat et/ou le fonctionnariat, renforçant ainsi le sentiment de déclassement social voire de trahison aux yeux de la jeunesse éduquée. Aujourd'hui, l'entrée des jeunes des classes moyennes dans le champ de la contestation extra-universitaire – alors que c'est dans le cadre universitaire qu'ils s'exprimaient jusqu'alors – est un indice fort de leur malaise.

Une multiplication récente des contestations de rue

Le second mandat présidentiel d'Abdoulaye Wade s'est en effet caractérisé par la montée progressive des conflits sociaux, le plus souvent sporadiques, autonomes et mobilisés sur des enjeux fondamentaux ou « primaires » : coupures d'électricité, gestion des inondations, hausse des prix des denrées de première nécessité (qualifiées un peu vite « d'émeutes de la faim »), déguerpissement des marchands ambulants, etc. S'y ajoutent des mobilisations plus classiques, mais également nombreuses, dans le cadre des syndicats de travailleurs, des associations d'élèves et d'étudiants. Or on constate depuis près d'un an une

amplification des mouvements autonomes de contestation essentiellement menés par les jeunes. Le nombre des manifestations contre les coupures de l'électricité s'est singulièrement accru. De précédentes mobilisations avaient été prises en charge par des organisations ou collectifs de la société civile, comme celui des imams de la commune de Guédiawaye qui continuent à appeler au boycottage du paiement des factures d'électricité. Mais les émeutes qui se multiplient depuis près d'un an ne semblent ni faire l'objet d'une coordination, ni pouvoir obéir à des instances de régulation du jeu social.

Telles qu'on a pu les observer, ces manifestations sont généralement déclenchées dans les quartiers populaires et densément peuplés, sous l'impulsion d'un petit groupe de jeunes à la suite d'un délestage jugé trop long. Des adolescents commencent à se mobiliser, brûlent des pneus sur la chaussée, voire sur les plus grands axes de circulation limitrophes. La nouvelle se répand dans un quartier voisin et suscite la mobilisation d'autres groupes de jeunes qui cherchent à défendre non pas seulement leur droit à l'électricité mais également leur aptitude à l'indocilité. La médiatisation des émeutes locales de l'électricité a contribué à la banalisation de ce mode d'action, et à en faire un moyen efficace de pression pour le rétablissement immédiat de l'électricité.

Quelques jours après la grande mobilisation du 23 juin contre le projet de réforme constitutionnelle, ces émeutes locales et éclatées ont montré qu'elles pouvaient emprunter de nouvelles formes, plus amples et radicales. Trois faits majeurs le démontrent : le nombre de jeunes et de quartiers mobilisés simultanément, leur circulation et leur « prise » progressive de la ville, des quartiers de banlieues à ceux des classes moyennes ; le degré de violence sur les biens et d'atteintes aux bâtiments publics ; le glissement de revendications sociales aux revendications politiques. Ce ne sont pas seulement des agences de la société nationale d'électricité qui ont été saccagées par les manifestants : des symboles du pouvoir ont également été visés (hôtel des impôts, mairie du quartier les Parcelles, domicile privée d'un

ministre). Par ailleurs, des appels à la démission de Karim Wade et, plus rarement, du président Wade lui-même ont été repris par les émeutiers. Si, durant ces deux jours, le pouvoir a retenu son souffle, l'état-major n'a pas jugé opportun de décréter l'état d'urgence, apaisant certaines craintes – et risques – d'une escalade dans les formes de contestation⁴.

La généralisation de ces émeutes les 26 et 27 juin doit être mise en relation avec la victoire de la rue et de l'opposition contre le projet de réforme constitutionnelle, survenue quelques jours plus tôt. Cette victoire, obtenue à la suite de larges manifestations, qui ont parfois tourné en émeutes dans certains quartiers de la capitale, a ouvert plus largement les espaces de contestation du pouvoir. Le succès du 23 juin a rendues encore plus intolérables les coupures d'électricité survenues immédiatement après : les délestages ont été perçus comme une nouvelle marque du mépris du pouvoir à l'égard des revendications de la rue. Depuis le 27 juin, si aucun mouvement protestataire étendu n'a été constaté, les mobilisations locales des jeunes contre les coupures restent quasiment quotidiennes. Les leaderships qui se sont constitués momentanément à l'échelle micro-locale ne doivent pas faire illusion : ces mouvements restent encore largement inorganisés. On peut donc faire l'hypothèse de l'existence d'un fort potentiel de mobilisation contestataire chez les jeunes, dont le point et le moment de cristallisation pourrait de nouveau se rencontrer sur l'agenda politique et électoral des mois à venir.

D'autant que l'on constate depuis quelques temps une montée de la violence dans l'ensemble des rassemblements des jeunes, révélatrice d'un contexte économique et social tendu mais surtout de ces nouveaux modes d'affirmation des masculinités. Les combats de lutte et les « navétanes » (championnat de football organisé pendant les grandes vacances), qui drainent un public jeune très nombreux, s'achèvent régulièrement par des actes de vandalisme et des affrontements entre jeunes issus de quartiers concurrents, mais aussi entre jeunes et forces de l'ordre. La Police centrale de la région de Dakar, qui concentre le plus grand nombre d'ASC, cherche de nouveaux dispositifs pour freiner cette

tendance : elle a notamment encouragé les jeunes des ASC à mettre en place des services d'ordre. Début octobre, cependant, deux jeunes ont été blessés par balles lors d'affrontements avec les GMI (Groupements mobile d'intervention) à la sortie d'un stade. Le Chef du Service régional de sécurité publique de Dakar s'est inquiété du nombre important d'actes de violence et d'incivisme chez les jeunes de la région et faisait remarquer que les manifestations du 23 juin et les émeutes des jours suivants, d'une intensité qu'il juge jusque-là inédite, avaient été particulièrement émaillées de provocations directes envers les forces de l'ordre.

LE RENOUVELLEMENT DES MODES D'ENGAGEMENT : LE COLLECTIF « Y EN A MARRE »

Dans ce contexte marqué par un désengagement du débat politique direct ou par des formes éclatées et momentanées de mobilisations, la constitution du collectif YEM relève d'une dynamique nouvelle sous bien des aspects. YEM pourrait-il néanmoins devenir ce point de cristallisation et de canalisation des contestations hétéroclites et polysémiques des jeunes ? Il est difficile de mesurer le poids réel du mouvement : il n'y a pas, en effet, de système d'adhésion formelle (carte de membre ou autre) et les sympathisants semblent beaucoup plus nombreux que les engagés à proprement parler. L'analyse de sa forte présence sur les réseaux sociaux comme *Facebook* fournit un indice, qui reste cependant modérément fiable : les principaux comptes associés au mouvement totalisent plus de 36 000 inscriptions, ce qui correspond à un chiffre élevé compte tenu du faible taux d'accessibilité à internet au Sénégal. On ne peut cependant que constater la popularité croissante de ce collectif depuis sa création le 18 janvier 2011, sa première action d'envergure le 19 mars et sa première victoire publique – certes partagée avec d'autres bannières – le 23 juin 2011. L'audience a également été gagnée sur les scènes médiatique et diplomatique

internationales : la presse américaine, européenne, *Al-jazira*, mais également la plupart des représentations diplomatiques au Sénégal ont rencontré les principaux leaders du mouvement des jeunes⁵ : les journalistes Cheikh Fadel Barro et Alioune Sané, ou l'un des rappeurs Oumar Cyril Touré, dit Thiat (le cadet), Landing Mbessane Seck dit Kilifeu (l'ainé), Malal Almamy Talla, alias Fou Malade, Simon Kouka, ou encore l'informaticienne Denise Sow (qui cherche, néanmoins, à rester en retrait des médias). S'y associent d'autres figures, comme aux Etats-Unis, le rappeur sénégalais Makhtar le Cagoulard. Il n'y a pas, en effet, de « direction » du mouvement mais une division des tâches entre ses membres fondateurs et une coordination nationale assurée par Fadel Barro.

Carrières militantes et connexions internationales

Un retour sur les itinéraires de ses leaders peut permettre de dépasser la catégorisation, qu'on pourrait juger réductrice, du mouvement YEM comme « un mouvement de jeunes rappeurs ». Dans sa version sénégalaise, le rap s'est historiquement construit comme un lieu de formation à la prise de parole, radicale, et à l'engagement politique et social, notamment pour sa tendance dite « hardcore » dont se réclament plusieurs rappeurs de YEM. Dans le cadre du mouvement YEM, le rap a en outre favorisé l'accès aux médias : par la renommée de certains de ses leaders, et, de façon plus concrète, par leurs connexions directes avec certains journalistes et animateurs de radio. S'ajoute également le fait, important, que les leaders du mouvement sont relativement bien dotés en capitaux sociaux et scolaires, ce qui permet de relativiser l'idée selon laquelle l'engagement hip-hop serait nécessairement le fait de « marginaux » issus des quartiers les plus pauvres/populaires (l'implantation du rap au Sénégal s'est d'ailleurs faite, à la fin des années 1980, par le biais de jeunes des classes moyennes).

L'appartenance à la mouvance rap de la majeure partie des leaders de YEM s'inscrit dans une trajectoire plus longue d'engagements militants, qui correspond également à celle du

journaliste Fadel Barro. A Kaolack, d'où ils sont tous trois originaires, Thiat, Fadel et Kilifeu ont ainsi pris un certain leadership lors des grandes grèves générales de l'Union nationale des étudiants sénégalais en 1996. Ces grèves ont constitué un événement militant fondateur pour Thiat et Kilifeu, qui créent la même année leur groupe de rap Keur gui et décident d'étendre leurs revendications. Leurs actions, principalement dirigées contre la gestion municipale des affaires sociales et sanitaires, leur valent d'être emprisonnés plusieurs jours à trois reprises. Après un passage à l'université de Dakar, ils se concentrent sur leur groupe de musique, qui se distingue particulièrement par l'âpreté de ses textes et sa charge violente contre « Karim dollars et Wade milliards ». Au début des années 2000, à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, Fadel Barro est devenu membre de la *Brigade d'Intervention Efficace et Rapide* (BIER), une organisation officieuse de l'Union des étudiants de Dakar. A la fin de ses études, il intègre le journal d'opposition *Le Quotidien*, puis *La Gazette*, l'hebdomadaire fondé par le journaliste Abdou Latif Coulibaly qui s'est distingué par ses enquêtes retentissantes sur les dérives du régime de Wade.

Autre parcours qui affiche des connexions militantes plus internationales, celui du rappeur Fou Malade. Il s'est engagé dans des actions socio-éducatives de proximité en faveur de la réinsertion des prisonniers et s'est mobilisé contre les inondations de 2005. Il s'est également rapproché des associations altermondialistes, notamment du CADTM (Comité d'annulation de la dette du tiers-monde), à la suite de sa rencontre avec Olivier Bonfond lors d'un voyage en Belgique. Cette connexion est à l'origine de la participation de YEM au Forum social mondial, qui se tient à Dakar au début du mois de février 2011. A cette occasion, Fou Malade et le CADTM coproduisent une compilation de rap militante, « Prise de conscience collective », à laquelle collaborent les rappeurs de YEM.

Le FSM va par ailleurs offrir au mouvement tout juste naissant sa première vitrine médiatique internationale lors de son intervention remarquée à l'assemblée générale des mouvements sociaux.

Outre les compétences militantes et connexions internationales qu'ils ont pu y acquérir, on peut certainement considérer que le contexte émotionnel et politique exceptionnel dans lequel s'est déroulé le forum social (le « printemps arabe » et surtout l'annonce de la chute de Moubarak lors de l'assemblée des mouvements sociaux) a joué un rôle important dans l'affermissement des engagements individuels et collectifs des leaders de YEM.

De fait, YEM n'a pas fait son apprentissage militant auprès des Tunisiens et Egyptiens présents au FSM, et les contextes politiques et sociaux du nord et du sud du Sahara restent différents à bien des égards. Cependant, l'ensemble de ces mouvements sociaux se retrouvent sur une revendication de justice et l'affirmation d'une dignité, sur une volonté forte de fonder un nouveau pacte moral, de nouvelles règles sociales et politiques. Comme en Tunisie, l'effet générationnel est important : les jeunes demandent à être reconnus et respectés et cette exigence est d'autant plus forte que la génération des aînés qui les a exclus (de la vie politique, économique et sociale) a, dans une large mesure, failli à sa mission d'intégration de la jeunesse.

Certes, le contexte immédiat (coupures d'électricité en particulier) a pesé d'un poids important sur la volonté de créer le mouvement : cela faisait plusieurs jours que le quartier des Parcelles assainies à Dakar subissait des coupures. De récriminations en discussions, les initiateurs du mouvement se sont posé la question de leur capacité à dépasser le registre de la dénonciation, et à travailler au changement, non pas seulement du volume de fourniture d'électricité, mais de l'ensemble de la société. Ces deux aspects sont inédits. D'une part YEM se cherche un nouveau système de valeurs, centré sur la responsabilité individuelle et collective et sur l'acte de citoyenneté (le « nouveau type de Sénégalais », cf. infra), qui détonne avec le « nihilisme culturel »⁶ de la génération *Bul Faalé* (évoquée plus haut). D'autre part, il se structure en organisation, et à l'échelle non plus seulement locale mais nationale. Il va ainsi plus loin que les opérations de moralisation de l'espace public apparues à la fin des années 1980 à Dakar, connues sous le nom de Set/setal.

Le choix du nom du mouvement, d'un registre familial, frappe comme une provocation. YEM bouscule le langage convenu, et les hiérarchies sociales et générationnelles, en cherchant à s'octroyer l'autorité pour définir certaines normes et la légitimité à en vérifier l'application. Car si les fondateurs du mouvement ont entre 31 et 37 ans, sont pour certains mariés, ont un emploi ou une carrière artistique déjà bien engagée, ils restent néanmoins considérés comme des « cadets sociaux ». C'est précisément cette règle du jeu qu'ils cherchent à remettre en cause.

Des mobilisations « légalistes »

On peut ainsi distinguer deux répertoires d'actions, articulés l'un à l'autre : celui qui s'inscrit dans le contexte socioéconomique et électoral immédiat, très favorable au développement du mouvement, et celui qui procède d'un projet de refonte morale, à la fois individuelle et collective. Il n'est pas possible, dans le cadre de cette note, de suivre l'ensemble de ces actions, dont le cycle élaboration-diffusion-mise en œuvre montre une réelle maîtrise de la communication et des répertoires de l'action collective de la part des leaders de YEM. Les actions liées au contexte politique et électoral ont été les plus nombreuses et médiatisées : elles ont valu aux leaders l'image d'opposants acharnés au pouvoir. Certes, ceux-ci dénoncent la gestion des affaires publiques, la corruption, l'indécence du pouvoir, mais leurs actions se sont concentrées sur une question éminemment politique et formaliste : celle de la volonté des gouvernants de respecter la Constitution sénégalaise et les institutions démocratiques. A partir de 2010-2011, on constate en effet une multiplication des tentatives du pouvoir de modifier les dispositifs institutionnels à son avantage, en vue de se préparer au scrutin présidentiel : nouvelles nominations (Conseil constitutionnel, Commission électorale), redécoupage des collectivités locales de l'opposition⁷, réformes de la constitution, notamment. C'est précisément contre un projet de réforme constitutionnelle que le 23 juin 2011, jour du vote, YEM appelle à la mobilisation devant l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale, issue du scrutin de 2007 boycotté par une grande partie de l'opposition, concentre

une très forte majorité de députés de la mouvance présidentielle. La mobilisation a en réalité commencé la veille, jour programmé par les partis d'opposition et diverses organisations de la société civile. Le 22 juin, deux leaders de YEM sont arrêtés avec brutalité. Ils seront libérés le lendemain soir mais la vidéo de leur arrestation tourne rapidement sur les réseaux sociaux et joue certainement, à la marge, dans la montée de la colère. Le 23 juin, le projet de réforme constitutionnelle proposait deux changements majeurs. D'abord, l'adoption d'un « ticket présidentiel » permettant de faire élire un vice-président en même temps que le président, et organisant les conditions d'une succession sans repasser par l'élection. Ensuite, le quart bloquant, c'est à dire l'abaissement à 25 % des suffrages exprimés dès le premier tour de scrutin du score nécessaire pour emporter l'élection.

C'est principalement la peur d'une « dévolution monarchique du pouvoir » d'Abdoulaye Wade à son fils Karim qui a entraîné une mobilisation massive et inédite (de jeunes et de moins jeunes). Cependant, les mobilisations ont été plus fondamentalement la marque d'une réappropriation populaire des institutions et, simultanément, d'une profonde critique de la gouvernance wadienne. A la fin de la journée, le gouvernement retire son projet de réforme mais les manifestations continuent dans les quartiers et se transforment en émeutes, jusqu'au saccage de voitures et de domiciles de plusieurs hauts dignitaires du pouvoir. Certains manifestants ont également appelé au départ de Wade, reprenant la rhétorique tunisienne : « Wade dégage ». Néanmoins, cette dernière revendication n'est pas portée par les leaders de YEM, qui, au contraire, cherchent à afficher (et tenir) une posture légaliste et non violente. Wade devra partir, oui, mais au terme de son mandat. Après les émeutes de l'électricité qui suivent les mobilisations du 23 juin, YEM a joué un rôle de régulateur : il a appelé dans les médias les jeunes à ne pas « embraser le pays et à renoncer aux actes de pillage et à la violence » et « à aller plutôt en masse s'inscrire sur les listes électorales ».

Les leaders de YEM disent vouloir le départ d'Abdoulaye Wade dans le respect de l'agenda constitutionnel et électoral. C'est sur

la remise en cause de la constitutionnalité d'une troisième candidature de Wade qu'ils continuent de se mobiliser depuis plusieurs mois. Abdoulaye Wade a fait voter en 2001, par voie référendaire, une nouvelle constitution dans laquelle, notamment, il limite à deux le nombre de mandats présidentiels successifs. La recevabilité de sa candidature pour le scrutin de 2012 fait donc l'objet de discussions intenses. Si le point de débat constitutionnel a trait à la question de la rétroactivité de la disposition, le débat a glissé sur le terrain politique, le Conseil constitutionnel étant jugé partisan – il a été en effet récemment remanié par le président Wade. La question de la recevabilité de la candidature de Wade constituera l'enjeu majeur des mois à venir et déterminera, certainement, le lieu de la bataille électorale : la rue ou les urnes. C'est en effet sur ce point que les partis d'opposition, mais surtout les organisations de la société civile et le collectif YEM se mobilisent fortement.

YEM a indiqué sa détermination à s'opposer à la décision du Conseil constitutionnel si celle-ci était favorable à la candidature de Wade, en appelant à de larges mobilisations dans tout le pays. Le plan de sensibilisation « *Sama Askan, sama Bakkan* » (« mon pays – ou mon peuple -, ma vie » en wolof), lancé le 18 septembre 2011 et repris par le collectif du M23⁸ quelques jours plus tard, vise précisément à informer et mobiliser les jeunes et l'ensemble des Sénégalais sur cette question. Thiat déclarait le 18 septembre : « Nous lutterons par tous les moyens légaux pour que le président Wade ne se présente pas en 2012 ». Fadel Barro expliquait qu'ils iraient « jusqu'au bout » car il n'était pas envisageable que Wade puisse se présenter. Leur crédibilité est ici également en jeu, après plusieurs mois de contestation de cette candidature. Néanmoins, on doit remarquer que sur cet enjeu central, YEM reste largement dépendant de l'agenda du pouvoir. La période de déclaration officielle des candidatures s'échelonne, selon la constitution, entre le 60^e jour et le 30^e avant le premier tour du scrutin, fixé au 26 février 2012, soit entre le 28 décembre 2011 et le 27 janvier 2012. Abdoulaye Wade pourrait donc attendre le dernier moment pour déposer officiellement sa candidature.

La question de la candidature de Wade ne constitue toutefois pas le seul enjeu de la mobilisation de YEM. L'appel à l'inscription des jeunes sur les listes électorales a même été leur premier cheval de bataille, avec le plan « *Daas Fanaanal* » (ma carte, mon arme). Des actions de sensibilisation et d'accompagnement des jeunes dans les procédures d'inscription ont été réalisées pendant plusieurs mois sur l'ensemble du Sénégal : par la voie des médias – notamment une émission de télévision, « 1 million d'électeurs », animée par Fou malade sur une chaîne privée – mais également par des actions, à la base, avec des opérations de porte-à-porte. A la fin du mois de juin, date de la clôture des inscriptions, YEM a permis leur report d'un mois et demi, sans toutefois parvenir à différer une nouvelle fois la date limite.

L'enjeu de l'inscription des jeunes est en effet de taille : l'audit du fichier électoral réalisé en 2010 faisait apparaître que seulement 12% des 18-22 ans, c'est-à-dire les jeunes nouvellement en âge de voter, étaient inscrits sur les listes électorales, laissant 1, 13 millions d'individus de cette classe d'âge hors du processus électoral. A la clôture des inscriptions, l'année 2011 avait permis l'inscription nouvelle de 293 000 électeurs sur le territoire national et 64 000 chez les Sénégalais de l'extérieur, ce qui correspond à « un mouvement extraordinaire, même pour une année préélectorale », selon les propres mots du responsable de la Direction générale des élections . Des observations réalisées par la CENA dans les bureaux d'inscription, il ressort que probablement plus de « 80% des nouveaux inscrits soient des jeunes ». C'est également à Dakar et dans la banlieue que la mobilisation a été la plus forte. La majorité de ces nouveaux inscrits va vraisemblablement voter pour un parti d'opposition en 2012.

Un réseau de coordinateurs locaux

YEM semble offrir un sens et une direction à l'expérience sociale d'une partie de la jeunesse sénégalaise, ce qui explique son succès. Mais il ne réussit à le faire que dans la mesure où il se structure sur une identité sociale et générationnelle forte (les jeunes) et s'appuie sur des réseaux de sociabilités, informelles mais également

organisés, denses – notamment les réseaux des groupes de rap, ceux d'associations de jeunes, essentiels au développement du mouvement. Or, rien qu'à Dakar, on compte environ 1500 groupes de rap. L'attractivité du mouvement est renforcée par la chaîne de liens interpersonnels que ces réseaux permettent et la reconnaissance symbolique que donnent, indirectement, les leaders du mouvement aux autres membres de YEM. La rétribution est en effet un élément essentiel de l'engagement des jeunes, notamment dans les cellules locales du mouvement. Cette rétribution n'est pas monétaire – il n'y a pas de financements des cellules – mais plutôt symbolique : la gratification d'être reconnu par des figures publiques du rap ; celle d'appartenir à un mouvement qui s'impose sur la scène politique et médiatique, au-delà des effets surgénérateurs de l'engagement et des satisfactions immédiates que procurent les actions⁹. La rétribution est également parfois matérielle, en ce sens que, pour les jeunes du mouvement rap par exemple, l'appartenance à YEM est aussi perçue comme une voie d'accès à la profession, aux studios d'enregistrement, à la production de leurs morceaux. Enfin et surtout, YEM permet aux jeunes de s'affirmer comme acteurs dans le champ local. Au delà des motivations de « causes » et des effets des processus de politisation de jeunes, ces logiques jouent en effet pleinement dans l'engagement direct de nombreux jeunes dans le mouvement.

Si au niveau local, les leaders ont d'abord encouragé et favorisé la création de « cellules » – appelées « Esprit YEM » –, ces cellules se sont également développées de manière spontanée : des jeunes ont repris à leur compte le slogan fédérateur et décidé d'en porter les actions. En septembre 2011, on pouvait dénombrer environ 350 de ces groupes, rassemblant formellement de 25 jusqu'à plusieurs centaines de jeunes. On observe aujourd'hui une certaine stagnation, mais la progression des cellules pourrait reprendre : elle est en effet en partie dépendante des événements cristallisateurs et mobilisateurs qui s'inscrivent sur l'agenda social et politique et pourraient être plus nombreux dans les mois à venir. La première assemblée générale de YEM, qui s'est tenue le 18 septembre 2011 à Dakar, et des enquêtes complémentaires

ont permis de constater que les profils de ces coordinateurs de cellule étaient diversifiés – il faudrait bien entendu pouvoir réaliser une sociologie des acteurs plus précise. De jeunes hommes issus des classes moyennes, de centres urbains secondaires, des quartiers défavorisés (assez nombreux), du milieu rural. Certains ont été scolarisés – ou le sont toujours – d'autres, en revanche, maîtrisent mal le français. On trouve une demi-douzaine de jeunes filles et des jeunes se présentant comme des « religieux », tel cet étudiant d'un institut d'études islamiques de Mauritanie, qui a fondé une cellule avec d'autres étudiants sénégalais de Nouakchott.

Si YEM porte une critique voilée des dérives du système maraboutique clientéliste, la religion occupe une place importante dans son système de valeurs et le mode d'être et de paraître de ses leaders (réunions débutant par des prières œcuméniques, condamnation morale de la drogue, de la prostitution, par exemple). L'un des éléments marquants des mobilisations actuelles dans le cadre de YEM mais pas exclusivement, c'est qu'elles ne portent pas de clivage religieux ou confrérique. La construction de la citoyenneté est un processus qui s'est également réalisé dans les associations religieuses. Or sur des questions qu'ils jugent fondamentales, les taalibés prennent leurs distances vis-à-vis des recommandations maraboutiques. La veille des mobilisations du 23 juin, le marabout Cheikh Modou Kara avait ainsi publiquement appelé, sans succès, ses taalibés à ne pas manifester. Il faut avoir à l'esprit que l'on peut être taalibé et écouter du rap contestataire. Depuis début octobre, fait important qui témoigne notamment de la perte de sa capacité clientélaire d'A. Wade, Cheikh Modou Kara cherche à se rapprocher de YEM.

Beaucoup de ces jeunes ont rencontré pour la première fois les fondateurs du mouvement lors de l'assemblée du 18 septembre. Ces « Esprits » fonctionnent en effet de façon relativement autonome. Les informations passent sur les réseaux sociaux (*Facebook* plutôt que *Twitter*) et surtout par sms. Ils ont décentralisé la mise en œuvre des grandes opérations (incitation à l'inscription,

sensibilisation au vote, au refus de l'achat de voix, mobilisations pour des manifestations, etc.) et ont également développé leurs propres actions locales, qui sont censées correspondre aux valeurs du mouvement : dans la ville de Thiès, par exemple, un des Esprits a initié une campagne pour le don du sang, à Tivaouane, ville religieuse, il s'agit plutôt de discussions autour du vote et de l'islam, à Bandia, les actions tournent autour du soutien de luttes locales contre la firme Kirène (eau minérale). Le label « Y'en a marre » n'est pas sans risque pour eux depuis que le mouvement est dans l'œil du pouvoir : à Bambey, à Rufisque notamment, les coordinateurs locaux ont été provisoirement interpellés par la police. Les leaders du mouvement exercent apparemment un contrôle très modéré de ces Esprits : ils n'en ont pas les moyens logistiques ni administratifs, même s'ils ont formalisé et diffusé récemment aux coordinateurs locaux les « dix commandements de l'Esprit Y'en a marre ». L'une des cellules de Tambacounda, par exemple, a ainsi été démantelée à la suite d'une histoire de corruption. La production d'un *leadership* local dans le cadre de YEM donne également parfois lieu à des réinvestissements politiques : en voulant monter un « Esprit », d'anciens élus ont ainsi cherché à récupérer le capital sympathie du mouvement et sa structure de mobilisation en vue de négocier avantageusement leurs positions dans l'arène politique locale. Les réappropriations locales et les instrumentalisation sont à la fois le principal « risque » et la principale force de YEM : son projet de moralisation et de responsabilisation citoyenne ne peut fonctionner hors du champ social et des stratégies développées par les entrepreneurs politiques ou économiques. De façon paradoxale en effet, YEM ouvre un nouveau cadre d'opportunités pour qu'elles s'y déploient et c'est également pour cela qu'il est attractif.

Moraliser le scrutin présidentiel et construire des citoyens responsables

La question de l'enrichissement personnel et de la corruption politique des leaders de YEM est jusqu'à présent au centre des préoccupations de la presse, du pouvoir et de certains

contradicteurs, notamment d'autres figures du rap (la création de YEM a en effet engendré de nombreuses dissensions dans le mouvement hip hop sénégalais). Des observations et entretiens réalisés, il ressort que les ressources financières mobilisées dans le cadre de leurs actions sont peu importantes. Ils ont un recours, mais limité, au *fund raising* – notamment lors de leur récent voyage aux Etats-Unis. En outre, les leaders bénéficient d'un réseau, de plus en plus important, de solidarité. Le propriétaire d'un hôtel de Dakar met ainsi gracieusement à leur disposition une salle dans laquelle ils tiennent leurs assemblées. Le « quartier général » du mouvement est situé dans l'appartement de Fadel Barro. Ils disposent également de ressources financières et logistiques propres (matériel audio et vidéo, par exemple), d'un accès gratuit et efficace aux médias – contrairement à la règle générale voulant que les journalistes soient indemnisés pour assister aux conférences de presse. Par ailleurs, ils ne financent pas, sauf pour des dépannages ponctuels, les activités des « Esprits », qui tirent leurs ressources d'activités socio-éducatives et de la vente de t-shirts – dont des dizaines de milliers ont déjà été écoulés. En outre, aucun d'eux n'a changé de domicile, ils se déplacent en taxi, ne portent pas de symboles matériels de la réussite – ils ne le pourraient certes pas, ayant fondé une part de leur légitimité sur leur intégrité. Cependant, le succès médiatique national et mondial de YEM leur permet de multiplier les contacts et les opportunités artistiques (Fadel Barro reste pour sa part un journaliste salarié, même s'il s'est retiré partiellement du travail d'écriture). YEM pourrait ainsi constituer un canal d'accumulation ; néanmoins, ce n'en est ni l'objectif, ni le fait le plus marquant.

YEM mobilise fortement sur son projet de moralisation et d'assainissement de l'espace politique sénégalais. La dénonciation très explicite des tentatives de corruption par le pouvoir et de récupération par certains partis d'opposition (notamment l'Alliance pour la République (APR-Yakaar) de Macky Sall) dont le mouvement a d'ores et déjà fait l'objet, est l'un des éléments sur lequel ses membres réussissent à accrocher les jeunes, déçus du pouvoir mais également de l'ensemble du système des

partis. YEM cherche justement à se positionner au dessus des partis politiques. Néanmoins, il partage des intérêts objectifs avec les partis d'oppositions, comme le départ de Wade, qui peuvent susciter l'ambiguïté. Les relations développées avec les chefs de l'opposition s'exercent principalement dans le cadre de l'appartenance de YEM au M23 : le mouvement évite ainsi les rapports directs avec l'opposition et ses deux principales coalitions (Bennoo Siggil et Bennoo alternance). Le mouvement est en effet très attractif : il pourrait drainer les voix des jeunes, sinon servir d'instrument de légitimation. On a lu dans la presse les clins d'œil appuyés de certains leaders de l'opposition, plus destinés aux lecteurs qu'au mouvement – qu'ils approchent de façon plus discrète. Il semble pourtant, et en dépit de nombreuses rumeurs, notamment liées aux liens familiaux d'un des rappeurs avec le monde politique, que YEM reste pour l'instant fortement attaché à son indépendance vis-à-vis des partis politiques.

Jusqu'où, et comment, YEM compte intervenir dans le scrutin présidentiel ? Les leaders compteraient jouer le rôle d'une instance morale de contrôle de la campagne et des candidats, notamment en incitant à faire la preuve de leur probité, en contrôlant et dénonçant les circulations financières, les jeux de clientèle – ils resteront certainement mesurés sur le clientélisme maraboutique, même s'ils en portent la critique. Ce positionnement permet ainsi à YEM d'écarter de façon voilée certains candidats comme Idrissa Seck et Macky Sall, fortement liés au régime en place (ils ont tous deux occupé la fonction de premier ministre). A partir du lancement officiel de la campagne électorale, le mouvement risque ainsi de se retrouver dans une position difficile qui pourrait l'affaiblir : si le respect de son positionnement non-partisan ne lui permettra pas de peser dans le jeu électoral, au niveau local, il est fort probable que les jeunes coordinateurs seront, eux, plus directement engagés. Dans le cas du maintien de la candidature de Wade, on peut néanmoins faire l'hypothèse que les leaders de YEM appelleront à voter contre lui, en mettant en avant non la logique d'opposition politique classique mais l'argument du respect de la constitution. Dans l'hypothèse d'un scrutin plus ouvert, on peut supposer qu'ils chercheront à identifier et à soutenir plusieurs

candidats « moraux », mais ceux-ci n'en sortiront pas pour autant vainqueurs : le vote sénégalais, y compris celui des jeunes, continue à dépendre d'une combinaison de logiques et d'économies morales multiples (de terroir, de parti, de subsistance, d'affiliation confrérique/religieuse notamment).

Néanmoins, la question de la moralité des candidats devrait être l'un des thèmes de la campagne électorale. Les onze années du régime de Wade ont eu pour effet de piétiner certaines valeurs dont les jeunes considèrent aujourd'hui qu'elles sont essentielles. Les « affaires », certes, mais également les phénomènes de transhumance politique (la circulation entre l'opposition et le pouvoir) qui montrent avec quelle facilité les responsables politiques renoncent à leurs convictions, les ruptures ou dénégations de promesses¹⁰, qui témoignent du mépris des dirigeants envers la chose publique et les populations. Le projet de YEM, énoncé dans la figure du « Nouveau type de Sénégalais » (NTS), n'est donc pas seulement contestataire : il est un projet de reconquête du respect de soi et des autres et de responsabilisation. Il passe par le respect des horaires, de l'environnement, de la parole donnée, des convictions, de la République et des institutions. Il correspond au refus « des 1000 F et des *t-shirt* qu'on te donne pour aller chanter et voter pour un candidat » (Fou Malade). Qu'il soit ou non formulé comme « NTS » - qui reste un slogan -, ce projet correspond aux nouvelles aspirations des jeunes, qui ont expérimenté les échecs des exit options et qui y trouvent un moyen de revalorisation de soi réaliste et concret, car ancré dans leur vie quotidienne sénégalaise. On peut globalement constater la volonté des jeunes de se réinscrire dans une communauté citoyenne et nationale, qui serait nettoyée des scories des régimes politiques – et des règles sociales – passés (depuis l'indépendance). Des débats s'engagent sur ce qui fonde l'identité sénégalaise, et sur la nécessité de s'investir localement, au Sénégal. On l'observe dans les discussions, sur les pancartes et les drapeaux brandis par les manifestants, mais également sur les réseaux sociaux comme *Facebook* (la page « Fier d'être sénégalais » par exemple, recueillait 18 175 adhésions au moment de la rédaction de cet article).

LE POUVOIR ET LES JEUNES DANS LE CONTEXTE PRÉÉLECTORAL

Il faut voir dans la dynamique impulsée par YEM la marque d'un changement important dans les modes d'inscription des jeunes dans la société et dans les modalités de leur participation au débat politique. Cependant, leurs mobilisations dans l'espace public dépendent de l'acuité des enjeux : les manifestations commémoratives, comme celle du 23 septembre dernier, suscitent moins d'engouements que celles qui concernent une cause ou un objectif précis et une exigence sociale forte. On comprend mal, dans ce contexte, comment le pouvoir a pu attendre si longtemps pour répondre à cette demande sociale. Le problème de la fourniture d'électricité devait être résolu en septembre mais n'a trouvé un dénouement – qui pourrait être provisoire – qu'au tout début du mois d'octobre. Certes, le pouvoir réussit *in extremis* à faire baisser une partie de la tension sociale immédiate en bénéficiant en outre du contexte défavorable aux mobilisations qu'ont été le ramadan au mois d'août et les vacances scolaires. Cette amélioration très récente de la fourniture d'électricité lui a permis, de fait, de faire annuler la manifestation prévue par YEM le 11 octobre contre les délestages. Mais, dans le même temps, l'Etat cherche à faire passer deux mesures fortement impopulaires : une surtaxe des appels téléphoniques internationaux entrants et l'abrogation de la loi sur la répression de l'enrichissement illicite (qui serait remplacée par un tribunal économique). Cette dernière mesure pourrait traduire l'incertitude du clan présidentiel sur son avenir à la gestion des affaires.

Abdoulaye Wade sait pourtant bien qu'il lui faut se concilier la jeunesse. Avec YEM, il a d'abord joué la carte de la corruption, puis du mépris et de l'intimidation, notamment policière avec des mises en garde à vue répétées des leaders du mouvement. Ce jeu lui permet de maintenir une pression socialement tolérable sur l'opposition (il lui serait beaucoup plus coûteux de mettre l'un des leaders principaux de l'opposition en prison¹¹), tout en la disqualifiant (c'est YEM qu'il érige en interlocuteur). Wade cherche également à endiguer la dynamique de YEM en soutenant

la naissance de mouvements concurrents, qui se révèlent n'avoir aucun poids. La concentration des efforts et des ressources financières de Wade et du PDS se porte surtout sur les mouvements sportifs et culturels. Il a ainsi fortement investi ces dernières semaines dans les ASC et les écuries de lutte, très populaires dans les banlieues, et sur la personne de Balla Gaye 2, le nouveau champion de la lutte sénégalaise. Karim Wade a par ailleurs cherché à utiliser le réseau des navétanes (voir plus haut) pour développer des actions de sensibilisation à son plan d'urgence de couverture énergétique et de restructuration du secteur. La création de 100 000 emplois ont également été promis au mois de juillet dernier. Mais ces stratégies ont peu de chances d'assurer à Wade le vote de la jeunesse des banlieues, ni de lui garantir qu'ils ne descendront pas dans la rue pour le contester. Balla Gaye 2 a été ainsi critiqué pour avoir accepté le jeu du pouvoir, mais surtout, les jeunes ont montré qu'ils ne répondaient pas mécaniquement à ces tentatives de séduction, même s'ils en récupéraient parfois les dividendes matérielles. La classe politique issue du régime de l'alternance, dans laquelle il faut donc intégrer ses anciens alliés Idrissa Seck et Macky Sall, pourrait cependant bénéficier du fait que l'autonomisation politique des jeunes ne s'accompagne pas d'une nouvelle crédibilisation des partis d'opposition, empêtrés dans des luttes de leadership.

Actuellement, le président réussi principalement à s'attacher la jeunesse à travers les filières classiques de la mobilisation partisane et notamment des organisations des jeunes libéraux : l'Union des jeunes travailleurs libéraux (UJTL), le Mouvement des élèves et étudiants libéraux (MEEL), mais également la coordination des jeunes de la Génération du concret (GC), un mouvement de soutien à Karim Wade. Si le MEEL est en position de force à l'Université de Dakar, ces mouvements ont été affectés par la rupture entre Wade et Idrissa Seck puis Macky Sall, qui sont partis du PDS avec leurs jeunes militants. Ensuite, le remplacement de jeunes de la Génération du concret à l'UJTL, parallèlement à la cooptation de Karim Wade dans le gouvernement, a provoqué de graves dissensions et une profonde crise de leadership, dont la résolution n'a pu être obtenue que par

l'intervention du chef de l'Etat en juin 2011. Les menaces qui pèsent sur leurs positions politiques et plus généralement sur leurs trajectoires génèrent une angoisse certaine, mais provoquent également une plus grande détermination de leur part à lutter pour la pérennité du régime en place, et pour faire valoir leur rôle dans ce combat. Ils ont commencé par perdre la bataille de la contre-mobilisation dans la rue et sur les forums de discussion internet (notamment *seneweb*). On constate cependant un regain de mobilisation sur le web à la suite d'un recadrage du comité directeur du PDS en juillet. Des entretiens réalisés avec certains leaders du MEEL, on sait par ailleurs qu'ils se préparent également à prendre leur place dans la rue, notamment s'ils devaient faire face à des mobilisations sur la candidature de Wade. Le recours à leurs « nervis » est également une hypothèse qu'ils formulent. Cela ne romprait pas avec des pratiques déjà anciennes qui ont caractérisé l'histoire du PDS. Ce scénario n'est pas rassurant : il pourrait contribuer à une escalade de la violence en cas de nouvelles manifestations.

CONCLUSION

Il est probable que le mouvement « Y'en a marre » ne subsistera pas dans sa forme actuelle après l'ensemble de la période électorale. Ses leaders pensent néanmoins à sa restructuration en collectif de vigilance et d'action citoyenne, autour du slogan « NTS ». Au-delà du contexte immédiat de l'élection, il faut pouvoir comprendre ce que disent, sur une plus longue durée, ses revendications actuelles. La critique de l'ensemble du système politique né à l'indépendance du pays s'accompagne plus largement du discrédit des « aînés ». Wade aura joué un rôle indéniable dans la dévalorisation de l'image du « père » et du « vieux », et suscité une défiance qui pourrait être durable.

Autre hypothèse à envisager : celle de la re-territorialisation des jeunes sénégalais et de leurs tentatives de réinvestir le Sénégal sur les plans sociaux et moraux notamment. Un nouveau récit « nationaliste » semble émerger des modes actuels d'affirmation

des jeunes. Ces reconfigurations se rapprocheraient à cet égard de la tendance, certes encore très mesurée, au retour volontaire de certains migrants internationaux et à une certaine ouverture de la parole sur les échecs de la migration. Nous le comprenons : les enjeux de cette élection nationale se réverbèrent bien au-delà des frontières de l'Etat sénégalais. Sa jeunesse est encore très avide de ce qui se passe « ailleurs » mais entreprend de s'imaginer également un avenir au Sénégal. En sens inverse, le mode de mobilisation sénégalais pourrait, s'il s'affermir, servir d'exemple à la jeunesse d'autres pays, notamment en Afrique francophone.

Notes :

1. Néologisme désignant une attitude consistant à s'échapper de la réalité ou du quotidien, de façon réelle ou imaginaire. Se soustraire d'une société considérée comme illégitime, se désinvestir de la vie civique, par fuite ou désabusement.

2. L'examen des chiffres globaux montre qu'avec la coalition « Sopi », le PDS prend largement la tête du scrutin avec 48,5% contre 27,8% pour la coalition de l'opposition « Bennoo Siggil ». Il gagne principalement les communautés rurales. C'est certes un reflux net du PDS mais ce n'est pas, au niveau national, l'hécatombe constatée par la plupart des analyses, centrées sur les résultats locaux.

3. Ces trajectoires correspondent à des dynamiques observables ailleurs en Afrique à partir des années 1990. Voir R. Banégas, J.-P. Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, pp. 5-23.

4. La presse a en revanche beaucoup parlé des déclarations de Robert Bourgi sur l'appel téléphonique paniqué qu'il aurait reçu de Karim Wade, lui demandant l'intervention de l'armée française.

5. La diplomatie américaine aura été la plus prompte à le faire et a largement facilité leurs démarches d'obtention de visa et de mise en place de rendez-vous avec des autorités américaines à l'occasion de leur voyage aux Etats-Unis au mois de septembre.

6. Voir, sur le mouvement tunisien, le récent dossier de la revue *Politique Africaine*. B. Hibou (dir.) « La Tunisie en révolution ? », *Politique africaine*, n°121, mars 2011, pp. 5-67.

7. T.K. Biaya, « Culture du loisir et culture politique », in Diop, M.C. (dir.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 2002 : 341-352.

8. En mai 2011, à Sangalkam, les populations se sont mobilisées, sans succès, contre le découpage et la mise sous tutelle de leur collectivité locale, alors dans l'opposition. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont causé la mort d'un jeune de la localité.

9. Né des mobilisations du 23 juin, ce collectif regroupe des partis de l'opposition et des associations de la société civile et se structure principalement autour de la défense de la constitution. Il a lancé un ultimatum à A. Wade, celui du retrait de sa candidature avant la fête de la tabaski (Aïd el-Kebir - début novembre 2011).

10. Sur l'analyse des rétributions du militantisme et des effets surgénérateurs de l'engagement, voir notamment D. Gaxie, « Économie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, n°27-1, 1977, pp. 123-154. On peut l'appliquer plus largement aux mouvements sociaux.

11. L'épisode du « waax waxeet » (ce que je dis, je peux le retirer) en est certainement le moment ultime. C'est ce qu'a énoncé le président Wade lors de son meeting du 23 juillet 2011 : il récusait ainsi sa promesse de non-candidature, prononcée en 2007.

12. Un jeune responsable du mouvement « Convergence socialiste », un mouvement à l'audience locale, lié au Parti socialiste, a néanmoins été arrêté dans le cadre d'actions de contestation à la candidature du président. Mais A. Wade choisit de ne pas réprimer directement les grandes figures de l'opposition.

